

REPUBLIQUE FRANCAISE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP

**DIRECTION DES POLITIQUES
ECONOMIQUE ET INTERNATIONALE**

Service de la Production et des Marchés
3, rue Barbet de Jouy 75007 PARIS
Bureau des bovins et ovins
Téléphone : 01.49.55.46.13
Télécopie : 01.49.55.80.26

CIRCULAIRE
DPEI/SPM/C2000-4012
DU :28 FEVRIER 2000
CLASSEMENT :

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

A

MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS

OBJET : PRIME COMPENSATRICE OVINE (PCO) - CAMPAGNE 2000

**CIRCULAIRE COMPLEMENTAIRE : AGNEAUX ENGRAISSES
EN CARCASSES LOURDES**

DATE DE MISE EN APPLICATION : Immédiate

RESUME : Cette circulaire expose les dispositions particulières applicables aux producteurs d'agneaux légers engraisant plus de 40 % de leurs agneaux en carcasses lourdes.

POUR EXECUTION

- Madame et Messieurs les Préfets de département (métropole)
- Madame et Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt (métropole)
- Monsieur le Directeur de l'OFIVAL

POUR INFORMATION

- Administration Centrale
 - IGA (MISECAC -20 ex.-)
 - DPEI /MGA (10 ex.)
 - Messieurs les Directeurs Régionaux de l'Agriculture et de la Forêt
 - CERIT (Toulouse)
 - ACOFA
 - CFTMA (Nancy)
 - réserve : 20 ex.
-

INTRODUCTION

Cette circulaire complète la circulaire de base relative à la PCO 2000 et expose les dispositions applicables aux producteurs d'ovins qui commercialisent du lait ou des produits à base de lait de brebis et qui engraisent au moins 40 % de leurs agneaux en carcasses lourdes.

Par rapport aux producteurs produisant des brebis lourdes, les producteurs de brebis laitières perçoivent une PCO réduite de 20 %, ainsi que, le cas échéant, une prime monde rural «PMR» égale à 90 %.

Toutefois, lorsqu'ils engraisent ou font engraisser plus de 40 % des agneaux issus de leurs brebis dans certaines conditions, ils peuvent bénéficier, à 100 % et au prorata des brebis dont les agneaux sont engraisés, de la prime compensatrice ovine ainsi que, le cas échéant, de la prime monde rural.

Afin de fiabiliser la procédure, en application notamment des recommandations en ce sens émises par la Commission de certification des comptes des organismes payeurs (CCCOP), **des dispositions particulières ont été précisées et portent sur :**

- **l'identification : l'identification des agneaux, conformément à la réglementation en vigueur (Arrêté du 30/05/97 relatif à l'identification des animaux des espèces ovine et caprine), au moyen d'un repère auriculaire officiel portant le n° de cheptel, et la différenciation de chaque lot à l'aide d'un signe distinctif lorsque plusieurs lots sont engraisés ensemble, est rappelée et doit être spécifiquement vérifiée ;**
- **le nombre de déclarations spécifiques, qui est limité à 12 par demandeur ;**
- **le nombre d'agneaux par lots : chaque déclaration spécifique doit comporter un minimum de 5 animaux ;**
- **le registre d'engraissement, tel que prévu par la réglementation communautaire.**

Tous les ateliers d'engraissement doivent être agréés par la DDAF.

Le dépôt de la demande de PCO pour cette catégorie d'éleveurs s'effectue du 1er au 31 janvier 2000 inclus, comme pour l'ensemble des éleveurs ovins.

Le dépôt des déclarations spécifiques a lieu pendant la période du 15 novembre 1999 au 14 novembre 2000.

Vous saisissez sous PACAGE les déclarations d'engraissement et les résultats des contrôles sur place de l'engraissement, au fur et à mesure.

SOMMAIRE

1. MONTANT DE LA PRIME.....	4
2. CONDITIONS D'OCTROI DE LA PRIME.....	4
2.1. Bases réglementaires.....	4
2.2. Définition des bénéficiaires.....	4
2.3. Définition des agneaux légers engraisés en carcasses lourdes.....	4
2.4. Conditions d'éligibilité.....	5
2.4.1. Obligations générales.....	5
2.4.2. Obligations complémentaires pour l'engraissement hors exploitation.....	5
3. MODE OPERATOIRE.....	6
3.1. Constitution du dossier de mise à l'engraissement d'agneaux légers.....	6
3.1.1. Cas du naisseur engraisseur.....	6
3.1.2. Cas du naisseur confiant ses agneaux à un atelier d'engraissement.....	7
3.2. Réception des déclarations.....	8
3.3. Réception des comptes rendus d'engraissement.....	8
3.4. Contrôles.....	8
3.4.1. Contrôle documentaire.....	8
3.4.2. Contrôle sur place.....	8
3.5. Suite à donner aux contrôles.....	11
3.5.1. Conformité de la déclaration.....	11
3.5.2. Non conformité de la déclaration.....	11
3.5.3. Notification de la décision au demandeur.....	13
3.6. Relations avec l'OFIVAL et mise en paiement des dossiers.....	13
3.7. Statistiques	14

1. MONTANT DE LA PRIME

Les producteurs d'agneaux légers qui engraisent en carcasses lourdes un effectif d'agneaux nés sur leur exploitation, équivalent au minimum à 40 % du nombre de brebis déclarées à la PCO limité à la référence de droits à prime, perçoivent la prime compensatrice à taux plein au prorata du nombre d'agneaux légers engraisés en carcasses lourdes. La productivité théorique des brebis est fixée à 1 agneau engraisé par brebis et par an.

Les acomptes sont calculés sur la base du montant de la prime réservée aux producteurs d'agneaux légers (PCO à 80 % et, le cas échéant, PMR à 90 %).

2. CONDITIONS D'OCTROI DE LA PRIME

2.1. BASES REGLEMENTAIRES : CF REGLEMENTATION COMMUNAUTAIRE EN ANNEXE 1.

2.2. DEFINITION DES BENEFICIAIRES

Les producteurs d'agneaux légers sont des producteurs ovins commercialisant du lait de brebis ou des produits issus du lait de brebis. Pour bénéficier du complément de prime, ces producteurs d'agneaux légers doivent engraisser en carcasses lourdes un effectif d'agneaux nés sur leur exploitation équivalent au minimum à 40 % du nombre de brebis déclarées à la PCO limité à la référence de droits à prime.

2.3. DEFINITION DES AGNEAUX LEGERES ENGRAISSES EN CARCASSES LOURDES EN VUE DE LEUR ABATTAGE

Au sens de la réglementation communautaire, ce sont des agneaux :

a) ayant fait l'objet après sevrage, d'une déclaration préalable de mise à l'engraissement par lot dûment constitué conformément aux dispositions prévues au paragraphe 2.4.1.

b) **identifiés par le naisseur, conformément à la réglementation en vigueur (Arrêté du 30/05/97), au moyen d'un repère auriculaire officiel portant le n° de cheptel. Sans préjudice de ce qui précède, si plusieurs lots sont engraisés ensemble, chaque lot doit être différencié préalablement à la mise à l'engraissement, à l'aide d'un signe distinctif stable et bien visible (exemple : signe de couleur, demi-boucles mâles de couleur différente pour chaque lot).**

c) satisfaisant aux conditions suivantes :

- période minimale d'engraissement : 45 jours
- poids moyen minimal de chaque lot à la sortie de l'engraissement : 25 kg poids vif, en vue de l'abattage.

2.4. CONDITIONS D'ELIGIBILITE

2.4.1. OBLIGATIONS GENERALES

Pour bénéficier de la prime, le demandeur doit déposer une **déclaration de mise à l'engraissement d'agneaux légers** pour chaque lot d'agneaux. Chaque lot doit comporter **au minimum 5 agneaux**.

Le demandeur doit tenir un **registre spécifique d'engraissement** (cf. annexe 4) stipulant :

- Pour chaque lot d'entrée :

- la date de mise à l'engraissement du lot,
- le nombre d'agneaux composant le lot,
- le numéro d'ordre du lot,
- l'identification du lot (n° de cheptel et, le cas échéant, signe distinctif du lot),
- le cas échéant, le n° identifiant l'exploitation.

- Pour chaque lot de sortie :

- la date de sortie et le poids vif moyen des agneaux du lot,
- la composition du lot précisant le nombre d'agneaux de chaque lot d'entrée faisant partie du lot de sortie.

- Pendant la période d'engraissement, pour chaque lot mis à l'engraissement, l'inscription des diminutions de cheptel et de leur cause (mortalité et cause de mortalité).

Chaque demandeur peut déposer **au maximum 12 déclarations spécifiques**.

A l'issue de l'engraissement de chaque lot, le producteur doit envoyer à la DDAF, dans un délai, à titre indicatif, de 30 jours calendaires, **un compte rendu d'engraissement** signé (exemplaire n°2 de la déclaration spécifique).

2.4.2. OBLIGATIONS COMPLEMENTAIRES DANS LE CAS OU L'ENGRAISSEMENT EST REALISE EN DEHORS DE L'EXPLOITATION DU DEMANDEUR

Tous les ateliers d'engraissement doivent, préalablement à la première mise à l'engraissement, être agréés par la DDAF (cf. annexes 6 et 7). Cet agrément, valable pour la campagne 2000, est subordonné (sauf pour les nouveaux ateliers) au respect de la totalité des engagements au cours de l'année précédente. Il peut être suspendu en cas de manquement. Dans le cas contraire, l'agrément pourra être reconduit tacitement pour les campagnes suivantes.

Par atelier d'engraissement, il faut entendre chaque lieu d'engraissement dûment agréé par la DDAF et non pas la structure d'engraissement qui peut, comme c'est le cas en général, posséder plusieurs ateliers.

Préalablement à la première mise à l'engraissement, le naisseur doit établir une convention avec l'engraisseur. Cette **convention type** (cf. annexe 5) indique :

- le nom ou la dénomination, l'adresse de l'atelier d'engraissement, ainsi que le nom du responsable,
- la capacité instantanée de places d'engraissement de l'atelier,
- les engagements de l'engraisseur, à savoir :
 - tenir le registre spécifique d'engraissement comportant les mentions indiquées au paragraphe 2.4.1,
 - pour chaque lot mis à l'engraissement, adresser au naisseur pour transmission à la DDAF, les données figurant dans le registre d'engraissement et comportant les mentions indiquées au paragraphe 2.4.1, avec en outre l'adresse précise de l'atelier d'engraissement,
 - lorsque l'engraissement des agneaux est réparti entre plusieurs ateliers, le responsable de la structure d'engraissement doit tenir à jour, sous la forme du registre spécifique d'engraissement, un état centralisé des mouvements quotidiens d'entrée et sortie des lots mis à l'engraissement dans chaque atelier, ainsi que le nombre d'agneaux correspondant.

Cet état est établi sur la base des transmissions écrites de chaque atelier, **qui doit détenir également un exemplaire du registre d'engraissement**,

- se soumettre aux contrôles prévus par la réglementation.

Après signature de cette convention type, par le naisseur et l'engraisseur, une copie doit vous en être adressée, préalablement à la première mise à l'engraissement.

Si l'atelier d'engraissement est situé en-dehors du territoire français (Espagne, par exemple) l'enregistrement doit être effectué auprès de la DDAF du département du siège de l'exploitation du demandeur.

3. MODE OPERATOIRE

3.1. CONSTITUTION DU DOSSIER DE MISE A L'ENGRAISSEMENT D'AGNEAUX LEGERS

3.1.1. CAS DU NAISSEUR ENGRAISSEUR

Pour obtenir le bénéfice de la prime « agneaux lourds », les producteurs d'agneaux légers doivent remplir **un formulaire de déclaration de mise à l'engraissement d'agneaux légers indiquant précisément le lieu d'engraissement**. Ce formulaire se présente en 4 feuillets autocopiants (cf. annexe 3).

. L'exemplaire n° 1 est à compléter et à adresser directement à la DDAF du siège de l'exploitation du demandeur, le jour de la mise à l'engraissement des agneaux et sous 10 jours (samedis, dimanches et jours fériés non compris). Il comprend l'identification du demandeur, les caractéristiques du lot mis à l'engraissement, l'engagement d'engraisser au moins 40 % des agneaux ainsi qu'à respecter les obligations réglementaires.

. L'exemplaire n° 2 est à compléter à l'issue de l'engraissement et à transmettre, dans un délai, à titre indicatif, de 30 jours calendaires, à la DDAF pour le calcul de la PCO. Il comprend outre l'identification du demandeur et les caractéristiques du lot mis à l'engraissement autocopiés lors de la déclaration, l'extrait du registre d'engraissement permettant de transmettre le bilan de l'engraissement.

. L'exemplaire n° 3 n'est pas utilisé dans ce cas.

. L'exemplaire n° 4 est à conserver par le naisseur.

Cette déclaration d'engraissement ne peut être prise en compte que si une demande de PCO campagne 2000 est déposée entre le 1er et le 31 janvier 2000.

3.1.2. CAS DU NAISSEUR CONFIAIT SES AGNEAUX A UN ATELIER D'ENGRAISSEMENT

***Déclaration de mise à l'engraissement d'agneaux légers**

L'ensemble des dispositions arrêtées en 3.1.1. pour les naisseurs engraisseurs sont applicables. L'exemplaire n° 2 est à co-signer par le naisseur et l'atelier d'engraissement ou le responsable de la structure d'engraissement. L'exemplaire n° 3 est à conserver par l'atelier d'engraissement.

***Convention type entre le naisseur et l'atelier d'engraissement**

Une convention type entre le naisseur et l'engraisser précisant les obligations et les responsabilités et le rôle de chacun, doit obligatoirement être signée (cf. annexe 5).

Dans le cas d'une structure d'engraissement, c'est le responsable de la structure qui s'engage vis-à-vis du naisseur.

***Agrément des ateliers d'engraissement**

Les ateliers d'engraissement doivent être systématiquement agréés par la DDAF du département dans lequel est situé l'atelier.

Pour les structures d'engraissement, l'agrément peut être global à condition que la liste des ateliers à agréer et de leurs adresses, soit jointe à la demande. Dans ce cas, il est établi un agrément par département. Les groupements doivent donc envoyer à la DDAF du département, une liste des ateliers à agréer situés dans ce même département.

Pour être agréé et sauf le cas d'un nouvel atelier, l'atelier doit avoir respecté l'ensemble de ses engagements au cours de l'année précédente.

Cas particulier : lorsque l'engraissement est réalisé dans un autre Etat membre, l'agrément de l'atelier est prononcé par la DDAF du département dans lequel est situé le siège de l'exploitation du demandeur.

En cas de non respect de l'une des obligations énoncées au paragraphe 2.4.2, par suite d'une fausse déclaration de l'engraisser, faite par négligence grave ou délibérément, l'agrément de l'atelier d'engraissement sera retiré au titre de la campagne suivante. Dans le cas des structures, a priori, seul sera retiré l'agrément de l'atelier concerné.

3.2. RECEPTION DES DECLARATIONS

Au fur et à mesure de leur réception, les déclarations de mise à l'engraissement sont conservées dans le dossier naisseur et saisies sous PACAGE.

3.3. RECEPTION DES COMPTES RENDUS D'ENGRAISSEMENT

A l'issue de l'engraissement, le compte rendu d'engraissement signé et, dans le cas des ateliers, co-signé par l'engraisser et le naisseur, doit parvenir à la DDAF dans un délai, à titre indicatif, de 30 jours calendaires après la fin de l'engraissement.

Au fur et à mesure de la réception des comptes rendus d'engraissement, vous en effectuerez la saisie sous PACAGE en tenant compte des pertes et des animaux manquants.

3.4. CONTROLES

3.4.1. CONTROLE DOCUMENTAIRE

*** Déclarations de mise à l'engraissement et comptes rendus d'engraissement**

Après vous êtes assuré de l'existence d'une demande de PCO signée par le demandeur, vous vérifierez que l'ensemble des rubriques contenues dans les déclarations de mise à l'engraissement, ainsi que dans les compte rendus d'engraissement, sont renseignées de façon lisible, notamment pour l'adresse du lieu d'engraissement et que **chaque formulaire comporte toutes les dates et signatures requises.**

***Cas de l'engraissement hors exploitation du naisseur**

Vous vous assurerez de la signature de la convention type, de l'agrément des ateliers d'engraissement et de leur date d'établissement antérieure à la première mise à l'engraissement.

3.4.2. CONTROLE SUR PLACE

Un contrôle sur place qui sera étalé sur toute l'année, au fur et à mesure de la réception des déclarations de mise à l'engraissement, doit être effectué.

Dans le cas où l'engraissement n'est pas réalisé dans le département du demandeur, une copie des déclarations d'engraissement du naisseur que vous aurez sélectionné en vue du contrôle sur place doit être systématiquement adressée au département dans lequel est réalisé l'engraissement, de façon à ce que ce dernier puisse en effectuer le contrôle.

*** Préparation des contrôles**

Les demandeurs à contrôler sont à sélectionner en fonction d'une **analyse de risque**. Cette analyse devra obligatoirement prendre en compte les critères suivants :

- demandeurs pour lesquels le nombre d'agneaux engraisés représente un effectif important, supérieur à la moyenne départementale enregistrée pour cette catégorie de producteurs,
- augmentation du nombre de brebis déclarées par un même demandeur par rapport à l'année précédente,
- écart important d'effectif entre la demande de prime compensatrice ovine et la demande d'indemnités compensatoires de handicaps naturels,
- anomalies constatées lors des contrôles réalisés la ou les campagnes précédentes,
- demandeurs pour lesquels une suspicion d'anomalie soulevée au contrôle administratif n'aurait pu être levée en interrogeant ces derniers,
- demandeurs dont l'engraissement total pour la campagne précédente est égal ou légèrement supérieur au seuil de 40%,
- ceux pour lesquels les résultats d'engraissement de la campagne précédente font apparaître un poids vif des agneaux, proche de 25 kg,
- demandeurs qui ont changé de statut, y compris les nouveaux demandeurs,
- demandeurs qui, la campagne précédente, ont débuté tardivement leur mise à l'engraissement,
- ceux qui font engraisser leurs agneaux dans d'autres départements (envoyer aux DDAF concernées la copie des déclarations spécifiques des demandeurs ainsi sélectionnés).

En outre, il convient de sélectionner un **échantillon représentatif** qui vous conduira à :

- contrôler des demandeurs qui détiennent un nombre moyen ou faible de brebis,
- assurer la couverture totale du département sur plusieurs années.

Je vous rappelle que vous devez conserver une trace écrite de votre analyse de risque sous la forme, par exemple, d'un tableau comportant les données suivantes :

- nom de l'agent chargé de la sélection,
- nombre minimum de demandeurs à contrôler, dont 80% sélectionnés par analyse de risque et 20% par hasard (représentativité de l'échantillon),
- critères de l'analyse,
- nombre de demandeurs concernés par critère,
- pression de contrôle (% à déterminer par critère),

- nombre de demandeurs à sélectionner,
- nombre de demandeurs sanctionnés.

*** Réalisation des contrôles**

Il convient de contrôler au minimum 10% des demandeurs. Vous devez en assurer le suivi pendant toute la campagne et l'effectif d'agneaux ainsi contrôlés doit atteindre au minimum 10% de la totalité des agneaux déclarés dans votre département.

L'essentiel des contrôles des lots devra être réalisé au cours de la période d'engraissement ou au moment de la sortie des lots.

Les contrôles doivent couvrir l'ensemble des catégories de producteurs : naisseurs-engraisseurs et naisseurs qui mettent leurs agneaux à l'engraissement dans des ateliers d'engraissement.

Vous réaliserez deux types de contrôles qui concerneront les 10% de demandeurs sélectionnés pour le contrôle sur place.

- **Un contrôle concomitant** qui consistera pour les demandeurs précités :

- . d'une part, à vérifier la tenue du registre et la conformité des déclarations spécifiques avec les informations de ce registre, en examinant notamment les factures,
- . d'autre part, à procéder au contrôle physique des agneaux correspondant aux lots en cours d'engraissement.

Pour un certain nombre de lots, il vous appartient de déclencher un contrôle au moment de leur sortie, en prenant contact avec le naisseur-engraisseur ou le responsable de l'atelier, qui devra alors vous signaler les dates prévisibles de sorties des lots sélectionnés pour le contrôle.

Dans ce cas, un contrôle du poids moyen du lot complètera les vérifications énoncées ci-dessus.

- **Un contrôle a posteriori** : il sera effectué pour un faible nombre de déclarations spécifiques, figurant parmi celles déposées par les 10% de demandeurs sélectionnés au contrôle en début de campagne et pour lesquelles le contrôle concomitant n'a pu être réalisé.

Vous contrôlerez alors l'exactitude des déclarations reçues en DDAF, à partir du registre d'engraissement et l'examen des factures d'achat et de vente des agneaux.

- **Cas particulier : engraissement réalisé dans un autre Etat membre**

Au cas où l'engraissement aurait lieu dans un autre Etat membre, il vous est demandé d'adresser à la DPEI - Bureau des bovins et ovins, toutes les informations afin d'organiser la procédure de coopération nécessaire au contrôle.

Il conviendra, dans un premier temps, d'adresser à la DPEI - Bureau des bovins et ovins, les indications relatives aux ateliers d'engraissement déclarés par les demandeurs, préalablement à la première mise à l'engraissement.

Les coordonnées de l'autorité de l'Etat membre chargée de faire le contrôle sur place dans la région considérée vous seront transmises en retour.

Vous lui adresserez par la suite, directement et au fur et à mesure de leur dépôt, le double de toutes les déclarations de mise à l'engraissement concernant un même atelier d'engraissement.

Le résultat des contrôles effectués par l'autorité de l'Etat membre vous sera communiqué ultérieurement.

*** Compte rendu de contrôle**

Chaque contrôle devra faire l'objet d'un document écrit, signé par le contrôleur et le producteur ou le responsable de l'atelier d'engraissement. Le rapport de contrôle sera rédigé en deux exemplaires, l'un conservé par la DDAF, l'autre remis à l'éleveur ou à l'engraisseur le jour du contrôle. Un modèle-type est joint à la circulaire à l'annexe 8. Ce modèle constitue le support minimum à partir duquel vous pouvez, si nécessaire, ajouter les informations que vous jugerez utiles. Il convient ainsi de décrire précisément les constats pouvant conduire à l'application de pénalités.

*** Résultats des contrôles sur place**

Après instruction du compte rendu de contrôle sur place, vous saisirez sous PACAGE les résultats de ce compte rendu.

*** Compte rendu d'exécution**

Vous transmettez à la DPEI-Bureau des bovins et ovins, un état récapitulatif des résultats des contrôles administratifs et sur place, sur le modèle de l'annexe 10, et un état des statistiques des contrôles sur place (annexe 10 bis).

3.5. SUITE A DONNER AUX CONTROLES ADMINISTRATIF ET SUR PLACE

3.5.1. CONFORMITE DE LA DECLARATION

Contrôle du seuil minimum de 40 % : le pourcentage minimum d'engraissement de 40 % des agneaux nés sur l'exploitation ouvrant droit au bénéfice de la prime réservée aux producteurs d'agneaux lourds est considéré comme respecté, dès lors que le nombre d'agneaux effectivement éligibles, majoré du nombre d'agneaux pour lesquels des cas de circonstances naturelles ou de force majeure ont été retenus pendant la période d'engraissement, représente 40 % du nombre de brebis déclarées, limité à la référence de droits à prime.

Il appartient à la DDAF d'effectuer ce contrôle avant tout envoi à l'OFIVAL.

Concrètement, cela signifie qu'il peut arriver que le nombre d'agneaux effectivement engraisés soit inférieur à 40 %, sans que pour autant le droit au bénéfice de la prime réservée aux producteurs d'agneaux lourds soit perdu.

3.5.2. NON CONFORMITE DE LA DECLARATION

Attention : le nombre d'agneaux engraisés ne peut être supérieur au nombre de brebis déclarées plafonné à la référence.

. Cas de fausse déclaration

Dans le cas d'une fausse déclaration faite par négligence grave ou intentionnellement, le non respect des engagements souscrits par le demandeur (que l'engraissement soit réalisé sur l'exploitation ou en-dehors de l'exploitation) entraîne le rejet total de la demande de PCO déposée pour la campagne 2000 et, le cas échéant, de la PMR. Cette sanction est susceptible d'être prononcée à partir du contrôle d'une seule déclaration de mise à l'engraissement.

. Cas de rejet simple

Si le contrôle fait apparaître un pourcentage d'agneaux engraisés inférieur à 40 %, sauf cas de fausse déclaration, le producteur perd le bénéfice de la prime réservée aux producteurs d'agneaux lourds et conserve le bénéfice de la prime réservée aux producteurs d'agneaux légers, ainsi que celui, le cas échéant, de la PMR à 90%.

. Cas d'écart minime

Les pénalités inhérentes à la règle **générale** de l'écart minime, prévues par le système intégré de gestion et de contrôle et applicables notamment en PCO, ne concernent pas l'engraissement.

Si l'on constate, pour un lot, une différence inférieure ou égale à 20 % entre le nombre d'agneaux effectivement éligibles et le nombre d'agneaux déclarés, la règle, **spécifique à l'engraissement**, de l'écart minime s'applique : le montant de la prime pour l'ensemble des brebis admises à la PCO et correspondant à la catégorie lourde est alors minoré de 15 %. Dans l'hypothèse où le producteur peut prétendre à la PMR, cette dernière est alors ramenée à 90 %.

Remarque : une différence inférieure ou égale à 20 % sur deux lots, ou une différence supérieure à 20 % sur un seul lot, constitue un cas de rejet simple (cf supra).

Exemple :

Cas d'une demande PCO + PMR, portant sur 160 brebis, assortie d'une seule déclaration spécifique d'engraissement concernant 100 agneaux.

Lors du contrôle, il est constaté la présence de 150 brebis et de 90 agneaux. Il y a donc un écart de 6,7 % (10 sur 150 brebis éligibles) par rapport au nombre déterminé de brebis, ce qui conduit à une baisse de 13,4 % de la prime ovine due (PCO + PMR).

De plus, sur le lot unique, il y a un écart de 10 % (10 sur 100 agneaux déclarés), ce qui conduit à une baisse de 15 % de la prime correspondant à la catégorie lourde. Si « PCO » et « PMR » sont les montants de base à 100%, le montant dû à cet éleveur sera de :

$$\{60 \text{ brebis} \times \text{PCO} \times 0,8 \text{ (prime agneaux légers)} \times 0,866 \text{ (sanction)}\} \\ + \{90 \text{ agneaux} \times \text{PCO} \times 0,866 \text{ (sanction sur l'ensemble de la PCO)} \times 0,85 \text{ (sanction sur la prime agneaux lourds)}\} + \{150 \text{ brebis} \times \text{PMR} \times 0,9 \times 0,866 \text{ (sanction)}\}$$

. Cas de circonstances naturelles et de force majeure

Sous réserve du respect du pourcentage minimum de 40 % d'engraissement des agneaux, les circonstances naturelles et la force majeure, dûment justifiées, peuvent être retenues si elles ont été inscrites au registre d'engraissement et notifiées à la fin de la période d'engraissement d'un lot.

Les cas où la force majeure est alléguée doivent être soumis, pour avis préalable, à la DPEI - Bureau des bovins et ovins. Il est en effet rappelé que la force majeure ne peut être invoquée qu'à l'occasion d'événements soudains, imprévisibles et que le demandeur n'a pu éviter ; en outre, tous les cas de force majeure doivent être notifiés à la Commission européenne, par la Mission de Gestion des Aides.

NOTIFICATION DE LA DECISION AU DEMANDEUR

Si la décision prise à l'encontre du demandeur et résultant des contrôles (administratif et, le cas échéant, sur place), se traduit par l'application des pénalités décrites au paragraphe 3.5.2, vous devez mentionner dans la notification de la décision, les délais et voies de recours, en application du décret du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers. A défaut, le délai de recours n'est pas opposable.

Dans la notification au demandeur, vous devrez donc indiquer, en bas de page :

«Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa réception si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, ou hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de 4 mois, fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants ;

- par recours contentieux devant le tribunal administratif».

3.6. RELATIONS AVEC L'OFIVAL ET MISE EN PAIEMENT DES DOSSIERS

L'OFIVAL assure, pour le compte du FEOGA, le paiement des primes en France. Toutefois, la DDAF reste l'interlocuteur désigné des éleveurs pour cette prime et doit être informée de l'état des paiements des dossiers envoyés en paiement. L'OFIVAL s'efforcera de communiquer ces informations dans des délais rapides.

Afin de préserver le rôle d'interlocuteur unique de la DDAF, dans le cas où l'éleveur contacte les services de la DDAF pour obtenir des renseignements sur l'état de son dossier ou sur un paiement attendu, il est important de ne pas le renvoyer sur l'OFIVAL. Afin de répondre à l'attente de l'éleveur, la DDAF a la possibilité de contacter le service « aides communautaires » de l'OFIVAL, de préférence par télécopie (N° 01.44.68.52.51), afin d'obtenir les éléments de réponse qu'elle communiquera ensuite à l'éleveur.

En attendant de connaître le nombre définitif d'agneaux engraisés pour la campagne 2000, les acomptes payés aux éleveurs sont calculés sur la base du montant prévisible de la prime à la brebis produisant des agneaux légers.

Les informations relatives à la procédure de liquidation par l'OFIVAL des dossiers concernés par l'engraissement, vous seront transmises ultérieurement.

3.7. STATISTIQUES

La réglementation communautaire impose l'obligation, pour chaque Etat membre, de communiquer avant le 31 juillet 2000 les renseignements relatifs aux demandes de PCO déposées pour la campagne 2000 par des producteurs d'agneaux engraisant au moins 40 % de leurs agneaux en carcasses lourdes, ainsi qu'un bilan provisoire des engraisements dans chaque département.

A cet effet, les annexes 9, 10 et 10 bis, comportant des données provisoires, devront donc être adressées à la DPEI - Bureau des bovins et ovins, avant le 31 mai 2000.

Afin d'établir un bilan définitif d'engraissement, ces mêmes annexes, dûment complétées, devront être transmises avant le 31 janvier 2001.

Je vous serais reconnaissant de me faire part des éventuelles difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ces instructions.

Le Sous-Directeur de l'Elevage et

Des Produits Animaux

Christian BERGER

ANNEXES

ANNEXE 1 :

Règlement (CEE) n° 3901/89 du Conseil établissant la définition des agneaux engraisés en carcasses lourdes.

Règlement (CEE) n° 2814/90 de la Commission portant modalités d'application de la définition des agneaux engraisés en carcasses lourdes.

ANNEXE 2 : Arrêté du 30 mai 1997 relatif à l'identification des animaux des espèces ovine et caprine.

ANNEXE 3 : Spécimen de formulaire de déclaration de mise à l'engraissement d'agneaux légers

ANNEXE 4 : Registre spécifique d'engraissement

ANNEXE 5 : Convention type naisseur - atelier d'engraissement

ANNEXE 6 : Demande d'agrément d'un atelier d'engraissement

ANNEXE 7 : Notification d'agrément d'un atelier d'engraissement d'agneaux légers en carcasses lourdes

ANNEXE 8 : Compte rendu de contrôle sur place de l'engraissement des agneaux

ANNEXE 9 : Statistiques sur les producteurs d'agneaux légers déclarant engraisser 40 % des agneaux nés sur leur exploitation

ANNEXE 10 : Statistiques récapitulatives des contrôles administratifs et sur place, de l'engraissement d'agneaux légers

ANNEXE 10 bis : Statistiques des contrôles réalisés sur place, de l'engraissement d'agneaux légers